

Le gouvernement devrait faire de la recherche et du développement une des plus hautes priorités dans son approche au développement économique du pays, et aujourd'hui ces activités n'ont nulle part autant d'importance que dans l'industrie automobile. Il est de notoriété que c'est dans la collaboration entre l'industrie et l'université que la recherche et le développement sont le plus productifs. A St. Catharines, la situation est idéale à cet égard, puisque General Motors, les fabricants de composants automobiles et l'Université Brock sont à quelques milles de distance. L'Université, qui s'intéresse beaucoup à l'industrie, n'a reçu jusqu'ici que très peu de subventions ou de promotions.

● (2140)

General Motors me signalait l'autre jour qu'en divers pays tels les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, l'État assure de 50 à 90 p. 100 des travaux de recherche et développement automobile, alors qu'ici le gouvernement fédéral ne les subventionne qu'à raison de 12 p. 100 seulement.

Les dix à vingt prochaines années vont être déterminantes pour l'évolution technologique automobile, et pour ne pas être éliminé de la compétition, le Canada doit agir tout de suite et rapidement. Des études ont déjà montré que d'autres formes d'énergie telles l'éthanol et le méthanol, dérivés des matières et des produits forestiers dont le Canada dispose avec une telle abondance, peuvent être rentables. Les modifications techniques à apporter à notre moteur automobile actuel seraient relativement mineures, de sorte que l'adaptation n'exigerait qu'un minimum de difficultés pour l'industrie automobile et pour ses travailleurs. Avec notre main-d'œuvre, nos ressources énergétiques et notre potentiel industriel, rien n'oblige le Canada à se cantonner, sur le marché automobile mondial, dans le montage des voitures américaines.

Et s'il m'est permis une nouvelle digression à cet important chapitre, j'aimerais dire que notre taux de chômage déjà élevé, puisqu'il se situe à 15 p. 100, est encore aggravé par l'absence de main-d'œuvre à qualification spéciale, dans le secteur automobile et aussi dans celui de la construction navale. Ces deux secteurs vont constamment chercher en Europe la main-d'œuvre de haut niveau nécessaire à certains postes techniques bien déterminés. Je trouve bizarre que nous allions recruter outre-mer, quand nous avons tant de chômeurs. Il est certain que nous devrions former des jeunes et recycler des travailleurs entre deux âges, au moyen de programmes d'apprentissage définis en fonction des besoins de nos technologies en développement. Il est certain que nous devrions prévoir les besoins futurs de ces industries. Cette formation particulière était spécialement visée dans le programme conservateur de formation de la jeunesse, annoncé dans le budget du ministre des Finances précédent. Le Collège Niagara, notre collège communautaire, est prêt et demande seulement l'aide du gouvernement et le soutien de la collectivité pour entreprendre ce programme de formation.

J'ai déjà dit que St. Catharines est le jardin du Canada. C'est surtout parce que notre ville est entourée de vignes et des vergers les plus productifs de tout le pays. Grâce à l'importation de divers cépages européens, les viticulteurs ont beaucoup amélioré la qualité de nos raisins et l'industrie vinicole prend de plus en plus d'expansion dans notre région. Néanmoins, nos vins améliorés ont plus de succès sur les marchés étrangers

qu'ici car le vieil adage canadien «si c'est importé, c'est meilleur» a toujours cours.

Le succès remporté par nos vins à l'occasion de la dégustation qui a eu lieu ici sur la colline, l'automne dernier, démontre que nous n'avons pas à supplier les gens d'acheter des produits canadiens. Il suffit de les convaincre d'y goûter, car «les essayer, c'est les adopter.» Il y a trois ans, aucun vin canadien ne figurait sur la liste des dix vins les plus vendus au Canada. Aujourd'hui, je suis fier de dire que deux des cinq vins les plus vendus sont des vins de chez nous.

Les vergers de notre région présentent des avantages, mais aussi des inconvénients pour notre municipalité. Les efforts déployés pour protéger ces terres fertiles ont été sérieusement limités par l'expansion urbaine et le développement de St. Catharines. Par conséquent, les industries existantes ne prennent pas d'expansion et les nouvelles s'établissent ailleurs. Les jeunes, qui voient peu de possibilités d'emploi dans la région, quittent la ville pour trouver du travail ailleurs.

St. Catharines est une ville pleine de contradictions. Ses habitants se classent au deuxième rang parmi les citoyens les plus satisfaits du Canada, mais notre taux d'expansion est en baisse; le niveau de vie est bien au-dessus de la moyenne, mais nous avons un des taux de chômage les plus élevés au Canada. Nous avons un grand potentiel industriel, mais l'économie locale est au point mort. Vous voyez, monsieur l'Orateur, l'ironie du sort veut que la richesse de notre région, qui a attiré tellement de gens à l'origine, l'empêche maintenant de s'agrandir et de prospérer.

Les gens des autres régions de l'Ontario et d'ailleurs peuvent parler à leur aise de la sauvegarde de nos vergers. Nous pensons nous aussi que c'est important. Le gouvernement doit intervenir de façon positive s'il désire protéger nos vergers des pressions que leur doit subir la croissance et de développement urbains.

D'après moi, en élisant les conservateurs au mois de mai 1979, les Canadiens ont montré que le dilemme économique dans lequel se trouvait alors le Canada les préoccupait. Au mois de décembre, quand le ministre des Finances de ce parti, du gouvernement conservateur, a présenté son budget devant la Chambre, il savait bien que le seul moyen d'en sortir consistait à limiter les dépenses publiques tout en établissant un programme énergétique de longue haleine. Il savait que le gouvernement et l'économie seraient de plus en plus paralysés s'il ne se rendait pas maître du déficit budgétaire, qui s'élevait à 11 milliards de dollars, et s'il ne parvenait pas à l'abaisser. Il savait que, faute d'un programme énergétique à longue échéance, les subventions quotidiennes de 9 millions de dollars que le gouvernement canadien accordait pour le pétrole ne feraient qu'augmenter à cause de la toute-puissance de l'OPEP et de l'insuffisance des ressources canadiennes connues. Il savait que l'inflation devait être jugulée à tout prix, même si dans l'immédiat il fallait laisser augmenter les taux d'intérêt.

Ce budget n'oubliait pas cependant ceux qui seraient le plus durement et le plus immédiatement touchés par ces mesures: les détenteurs d'hypothèques, les propriétaires de petites entreprises, les agriculteurs, les pêcheurs et les familles dont le revenu est inférieur à \$21,000.

S'il faut se fier au discours du trône et au mini-budget qui l'a suivi de peu, il semble que nous puissions nous attendre exactement au même genre de politiques à court terme, sans